



HERVÉ FALCIANI

Il est l'homme par qui le scandale est arrivé. En transmettant au fisc français la liste de milliers d'exilés fiscaux en 2008, alors qu'il était informaticien chez HSBC, Hervé Falciani a déclenché ce qui deviendra le *Swiss Leaks*. Rencontre avec un lanceur d'alerte.

Propos recueillis par Julien Collinet

Quelle était votre fonction chez HSBC ?

— J'ai commencé à travailler pour HSBC en 2001 à Monaco dans le but d'améliorer la sécurité du système informatique. Là, je me suis fait repérer par la maison mère, basée à Genève, la banque privée de HSBC. Il faut bien comprendre que ce n'est pas la banque de monsieur Tout-le-Monde. C'est un univers très secret. Ces banques se nourrissent des plus riches clients. Ils deviennent intéressants à partir de 1 million d'euros. Or, je me rends compte que le système informatique visant à contrôler les opérations n'est pas fiable. La vocation première d'une banque, c'est d'assurer l'origine des fonds, de contrôler qu'ils ne proviennent pas d'activités illicites. Mais, quand mes analyses et celles d'autres employés prouvent que rien n'est fait pour effectuer ce contrôle, nos conclusions ne sont pas écoutées. Là, c'est, pour moi, un énorme revers dans la lutte contre le blanchiment d'argent. Je me rends compte que c'est voulu par HSBC. Et je cherche à révéler ces informations.

« Les plus riches maintiennent le déséquilibre grâce au secret, il faut le casser »

Comment remet-on sa carrière en jeu pour faire ce type de révélations ?

— C'est un saut dans le vide. Mais je ne l'ai pas fait seul, des personnes m'ont aidé. Je le fais en sachant que, vu l'ampleur du phénomène, l'affaire ne pourra pas être étouffée. Il faut de la transparence. Les banques ne sont pas ce qu'elles prétendent être. Le 1 % le plus riche maintient un déséquilibre grâce au secret. Si on casse ce secret, qui est la réalité de la finance, on peut rééquilibrer les choses. Nous sommes face à des prédateurs et il faut accepter de les combattre. Puisqu'ils vivent de notre travail, il faut comprendre comment ils récupèrent les richesses que nous créons.

Vous êtes accusé d'avoir d'abord voulu faire de l'argent en revendant ces listes, vous le niez toujours ?

— Oui, mais aujourd'hui je l'utilise surtout comme un élément médiatique pour intéresser plus de monde. C'est beaucoup plus humain que la banque. Ça participe à la diffusion d'un message. HSBC a tout intérêt à ce que l'on arrête d'en parler. Et puis, au final, est-ce que j'ai pris un euro dans votre poche ? Vous pouvez dire que je suis la personne la plus

méchante du monde, mais je vous incite à regarder où est votre intérêt.

Vous êtes toujours poursuivi pour violation du secret bancaire, vous avez même été emprisonné en Espagne. Pourquoi ne pas avoir fait marche arrière ?

— Bien sûr c'était exigeant, mais je le savais avant de me lancer. Ce qui est intéressant, c'est que lorsque vous souhaitez révéler des informations relevant de l'intérêt général, vous êtes poursuivi par Interpol dans 190 pays. Ça montre qu'il y a des traités internationaux pour protéger le secret et qu'Interpol ne sert pas uniquement à lutter contre le terrorisme, mais aussi à protéger des intérêts contrevenant à l'équité et à l'égalité.

Que faites-vous aujourd'hui ?

— Je travaille sur la lutte contre la fraude notamment avec Banca Etica. Je collabore aussi en Espagne avec les gens de Podemos, sur leur programme politique. Ce type de mouvement politique citoyen vient d'un besoin de rééquilibrage des forces. Il était naturel que l'on se retrouve. ■

